



HAL
open science

Les labels, vecteurs d'internationalisation des villes

Marina Rotolo

► **To cite this version:**

Marina Rotolo. Les labels, vecteurs d'internationalisation des villes. Ici par ailleurs. L'international en question, Editions du patrimoine, pp.64-71, 2020. hal-03196801

HAL Id: hal-03196801
<https://hal.science/hal-03196801v1>

Submitted on 15 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES LABELS, VECTEURS D'INTERNATIONALISATION DES VILLES

MARINA ROTOLO

La multiplication des labels a été interprétée par les chercheurs en sciences politiques comme un signe de transformation de l'action publique, afin de développer l'attractivité des villes et gagner une visibilité susceptible d'attirer des investisseurs privés¹. Selon le sociologue Renaud Epstein, ces instruments méritocratiques sont devenus des outils d'administration publique, utiles pour favoriser l'innovation urbaine et sa diffusion dans la sphère nationale voire internationale². Au travers de voyages d'étude entre professionnels, congrès et salons, des réseaux de villes se constituent et permettent la circulation de ces « bonnes pratiques » internationales réputées exemplaires. Dans cette dynamique, l'État se présente comme un garant de la régulation et du contrôle des politiques urbaines à travers des labels qui légitiment la mise en concurrence des territoires et agissent comme des moteurs de développement des villes.

Dans le cas des capitales européennes de la culture (CEC), on observe nettement ce passage de méthodes issues du marketing à un outil d'action publique et politique. Deux exemples de villes sont révélateurs de cette transformation : Glasgow et Liverpool. En 1990, la ville écossaise instaure un tournant majeur dans le programme des « Villes européennes de la culture » puisqu'elle fait l'objet d'une décision personnelle de Margaret Thatcher afin de transformer en profondeur l'ancienne agglomération industrielle. Comme l'expose Renaud Denuit dans son inventaire des CEC, ce choix ne manque pas de susciter à l'époque l'indignation au sein de la commission européenne³. La stratégie politique du Royaume-Uni engage alors une remise en question du programme, financé par le budget de la communauté européenne mais tributaire d'opérations décidées selon des critères nationaux à des fins économiques. Près de deux décennies plus tard, le premier ministre Tony Blair réitère la manœuvre en favorisant Liverpool face à d'autres villes candidates au titre de CEC pour 2008. L'obtention du prestigieux label a alors pour but d'attirer les industries culturelles et créatives afin de redynamiser la ville en déclin économique.

Issue du monde de l'entreprise⁴, la notion de label s'est donc progressivement acheminée vers le domaine de l'action publique, en employant des méthodes dites de « marketing urbain » et en devenant un dispositif politique⁵. Cette transformation révèle, selon nous, l'idée d'un passage de la notion de label vers le concept de labellisation en tant que mode de pensée et processus d'action. Nous entendons ici le terme de « label » en tant qu'outil pour penser la ville et donc comme concept ayant des conséquences sur la fabrique urbaine à trois niveaux : la transformation de l'image urbaine, la création de projets spécifiques à la labellisation et enfin, la modification des rapports de pouvoir entre acteurs. Apposé tel un logo garant de qualité, le label

¹ Vincent Béal, Renaud Epstein, Gilles Pinson, « La circulation croisée. Modèles, labels et bonnes pratiques dans les rapports centre-périphérie », *Gouvernement et action publique*, vol. 4, n°3, Paris, Les Presses de Science po, 2015, p. 103-127.

² Renaud Epstein, « Les trophées de la gouvernance urbaine », *Pouvoirs locaux : les cahiers de la décentralisation*, (97), Paris, Institut de la décentralisation, 2013, p. 13-18.

³ Renaud Denuit, *Capitales européennes de la culture : un rêve de Melina*, Nivelles, Académie royale de Belgique, 2018, p. 23.

⁴ Vincent Béal, « "Trendsetting cities" : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques* [en ligne], 2014.

⁵ Laurent Devisme, Marc Dumont, « Les métamorphoses du marketing urbain », *EspacesTemps.net* [en ligne], 2006.

devient « l'icône » à mettre en avant afin de stimuler l'attractivité de la destination. Promu dans les discours politiques comme un argument en faveur d'une démarche participative de projet, le label questionne les groupes d'acteurs impliqués, en particulier la participation d'experts culturels internationaux.

« Open Future » ou la projection d'une participation fantasmée

Le 17 octobre 2014, la ville de Matera est élue CEC pour l'année 2019, sous l'intitulé « Open Future ». La cité des Sassi (fig. 1), inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1993⁶, se distingue dans une compétition nationale, au cours de laquelle elle sort gagnante face à Sienne, Pérouse, Lecce, Cagliari et Ravenne. Son slogan axé vers un futur numérique et technologique remporte l'adhésion du jury d'experts lors de l'audition finale. L'importance accordée aux nouvelles technologies en tant que vecteurs d'agrégation pour des populations habituellement écartées des actions culturelles, est considérée comme une approche « prospective et novatrice pour une CEC »⁷, comme l'indique le jury de sélection. L'ambition affichée est de se détacher des grandes institutions et de mobiliser le plus grand nombre de participants de manière à générer un nouveau rapport à la culture. Pour y parvenir, le programme s'appuie sur deux projets piliers : l'I-DEA⁸, une plateforme d'archives ouvertes sur l'ensemble de la région et l'Open Design School, laboratoire d'expérimentation sur le design et les espaces urbains.

Par ces projets pilotes, les rédacteurs du dossier de candidature souhaitent montrer les atouts qui peuvent garantir à la ville une position et un rôle majeur dans le sud de l'Italie et plus largement de l'Europe⁹. La question de l'innovation, très présente dans le dossier, renforce le discours politique de transformation d'un territoire, pour en donner une nouvelle narration – une « nouvelle vision du Sud »¹⁰ – dans une région à l'accessibilité limitée, tant en termes d'infrastructures matérielles que virtuelles. Par son slogan « *Open Future* », la Fondation Matera-Basilicata 2019, chargée du programme culturel de l'événement, choisit de mettre l'accent sur la notion d'ouverture. Mais à qui s'adresse cette devise et de quel type d'ouverture s'agit-il ? Cette formule est caractérisée par deux notions et un projet : *open culture*, *open data* et *Open Design School*. La première est le concept qui génère ce nouveau mode de pensée, tandis que la deuxième correspond aux données produites par ce système. Enfin, l'Open Design School est le lieu qui représente et teste les potentialités du dispositif d'engagement vis-à-vis du numérique. L'ouverture promue par la fondation est donc avant tout technologique et couplée à des outils relatifs au monde du numérique, comme en témoigne l'importance donnée à la licence « *Creative Commons* » demandée aussi bien dans les projets issus du programme culturel de la Fondation, que dans les actions urbaines engagées par la mairie de Matera. Plus qu'une production collective d'informations et d'une réflexion partagée sur la ville, l'enjeu réside sur l'ouverture des

⁶ L'inscription concerne les Sassi et le parc des églises rupestres de Matera et couvre une surface de 1016 ha.

⁷ Laurent Devisme, Marc Dumont, *op. cit.*

⁸ Littéralement « Institut Démo-Ethno-Anthropologique » (traduction de l'auteur).

⁹ Comitato Matera 2019, 2014, *Matera città candidata capitale europea della cultura 2019*

¹⁰ *Ibid.*

droits d'utilisation des données. L'adjectif *open* se combine ainsi avec différentes expressions : la culture liée à ce nouveau mode de pensée, la dimension technologique dont les outils spécifiques sont articulés autour de la question du numérique : *digital media*, *digital storytelling*, la récolte de données nouvelles qualifiées d'*open data* mais aussi une approche politique avec un mode de gouvernement alternatif indiqué comme « *Open Government* »¹¹.

L'image entrepreneuriale en filigrane d'un projet culturel globalisé

Le plus souvent utilisée pour parler de réseaux d'entreprises, la notion de *cluster* se lit de manière récurrente dans le dossier de candidature de Matera. L'expression est ici entendue comme un groupe de projets culturels reliés à une même thématique. Par l'utilisation de ce mot, la référence à l'entreprise est clairement marquée tout comme l'idée de filières spécialisées, ancrées localement mais destinées à un marché plus global. Emblème de la candidature, cette notion d'ouverture des marchés à l'international vise à engager des partenariats avec d'autres pays d'Europe et se conjugue avec l'idée de réseaux nécessaires à l'obtention du label CEC. On retrouve ainsi le terme clé de « *network* » fortement connecté aux réseaux européens au niveau culturel, artistique et institutionnel. Plus nuancée, la notion de « *partner* » en appelle aussi bien aux médias locaux, qu'aux opérateurs culturels européens mais porte une dimension plus locale en insistant sur les partenaires régionaux : communes de la Basilicata et associations culturelles. La présence d'acteurs privés se révèle également dans le terme de « *partnership* » qui évoque en arrière-scène des stratégies de financements sous la forme de sponsors ou d'appel communautaire¹² à destination des habitants originaires de la Basilicata mais vivant en dehors de la région.

Fil rouge du dossier, l'expression de « *capacity building* » est au cœur du programme culturel et apparaît le plus souvent en italique. Cette théorie – que nous pouvons traduire par « renforcement des capacités communautaires » – se réfère souvent à l'amélioration des aptitudes et des compétences des personnes dans les petites entreprises afin qu'elles puissent atteindre leurs objectifs et surmonter leurs difficultés. La métaphore de l'édifice (*building*) reprend l'idée de création de compétences qui s'élèvent et se construisent petit à petit. Par cette idée de construction (du verbe *to build*), on note la nécessaire progression à faire auprès d'un capital humain que les experts culturels ambitionnent de former à travers des partenariats d'apprentissage. C'est ainsi que se construit le programme intitulé « *Build Up* » visant à élever les compétences des acteurs politiques et des opérateurs culturels du territoire. Le discours prôné est celui de l'apprentissage par des séminaires où sont présentées un certain nombre de bonnes pratiques internationales sous le nom de « *learning partnership* ». Véritable outil politique, le programme est énoncé comme un remède pour dépasser la logique « d'assistanat »¹³ des régions du sud de l'Italie et proposer un nouveau modèle de gestion de ces espaces marginalisés. Une

¹¹ L'expression est utilisée pour qualifier une plus grande transparence dans les processus décisionnels de la mairie, par exemple sur la disponibilité du foncier ou sur l'état d'avancement des projets publics.

¹² Le principe de « *crowdfunding* » est énoncé comme une manière d'impliquer les citoyens émigrés de la Basilicata. Ils sont invités à participer grâce à un financement symbolique pour supporter l'événement (p. 12 et p. 98 du dossier).

¹³ Comitato Matera 2019, 2014, *Matera città candidata capitale europea della cultura 2019*, p. 9.

nouvelle forme d'assistance, non plus financière mais morale, apparaît, avec une dépendance auprès d'experts culturels internationaux. Ces derniers peuvent dès lors transférer des modes de faire, de réfléchir et d'imaginer la ville tandis que la Fondation Matera-Basilicata 2019 se présente comme le « *manager* » de l'opération.

Une « classe créative » en devenir ?

En allant au-delà du concept de ville créative théorisé par Charles Landry¹⁴, les rédacteurs du projet de Matera 2019 s'inscrivent dans la filiation de Richard Florida et de son concept de « classe créative¹⁵ ». L'économiste soutient en effet que le développement économique n'est pas spécifiquement lié aux aménités spatiales du territoire, ni induit par le progrès technologique mais qu'il repose sur le capital humain¹⁶. Celui-ci comprend une certaine catégorie de professionnels considérés comme « créatifs », sources à la fois de l'innovation technologique et de la richesse¹⁷. L'enjeu principal pour les autorités locales résiderait dès lors dans ses capacités d'attraction vis-à-vis de ces individus, à travers une offre culturelle et une « atmosphère bohème » du territoire¹⁸. Quatre domaines sont particulièrement ciblés dans la théorie de Richard Florida : le secteur technologique, les activités relatives à l'art et la culture, les activités managériales et enfin le monde de l'éducation. Bien que vivement controversée¹⁹, la thèse de l'économiste semble être à l'œuvre dans la stratégie imaginée pour Matera 2019 avec l'importance donnée au monde numérique, la culture au cœur du programme, l'idée d'apprentissage et la gouvernance managériale du processus. Au-delà des artistes, designers ou architectes, la « classe créative » imaginée par les rédacteurs du dossier *Open Future* vise l'ensemble de la population mais surtout les acteurs politiques à même de prendre des décisions. Dans cette redistribution des rôles, des nouveaux métiers apparaissent et reposent sur l'importante stratégie de communication mise en œuvre pour Matera 2019. On voit ainsi apparaître les « *Matera Changemakers* » dont la mission est d'accompagner les projets culturels d'un point de vue logistique en 2019 et les « *Matera Links* » ayant pour vocation la diffusion des initiatives citoyennes notamment à travers les réseaux sociaux. D'autres professions sont privilégiées comme l'expertise liée au numérique : « *hacker* », « *blogger* », « *social media strategist* », ou encore « *audience developer* ». Dans cette pluralité de métiers très spécifiques, on note la répétition du terme « *team* » avec des équipes dédiées à des secteurs différents : l'équipe des *Changemakers*, l'équipe Matera Links, l'équipe web, l'équipe de travail au sein du comité Matera 2019, l'équipe de responsables des projets culturels thématiques et enfin l'équipe de direction artistique.

¹⁴ Charles Landry, Franco Bianchini, *The creative city*, Londres, Demos, 1995.

¹⁵ Richard Florida, *The Rise of the Creative Class, And How it is Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, basic books, 2002³.

¹⁶ D'après l'économiste américain, la créativité est aujourd'hui un élément moteur du capitalisme contemporain qui fait émerger une nouvelle classe sociale : la classe créative. Sa théorie repose sur trois facteurs corrélés selon lui à la croissance économique : « Tolerance, Technology, Talent ». Sébastien Darchen, Diane-Gabrielle Tremblay, « La thèse de la "classe créative" : son incidence sur l'analyse des facteurs d'attraction et de la compétitivité urbaine », *Interventions économiques*, n° 37, 2008.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Charles Ambrosino, « Ville créative et renaissance urbaine. Retour sur la genèse intellectuelle d'un modèle urbain du XX^e siècle », *Riurba* [en ligne], n° 6, 2019.

¹⁹ Alain Bourdin, « La "classe créative" existe-t-elle ? », *Urbanisme*, n° 344, 2005.

Une ville en attente de transformations spatiales

L'analyse du vocabulaire employé dans le dossier de candidature pour Matera 2019 permet de faire émerger les modèles de villes sous-jacents au programme culturel. Par l'utilisation d'un vocabulaire entrepreneurial, les acteurs de la Fondation Matera-Basilicata 2019 propose de transformer les modes de gestion classique de la bureaucratie et les modes de conception des projets urbains. Les transformations spatiales et matérielles sur le territoire sont finalement écartées de cette réflexion ou se réfèrent aux aménagements que l'on peut habituellement observer dans les « *smart cities* ». Les solutions proposées se tournent vers des pratiques de déplacement (« *bike sharing* », « *car pooling* ») plutôt que vers la création d'infrastructures lourdes (réseau ferroviaire, route, autoroute). Cette ville imaginée sur le modèle des métropoles contemporaines contraste néanmoins avec l'image que l'on propose aux visiteurs, à savoir une cité hors du temps à l'architecture unique (fig. 1) qui offre une déconnexion vis-à-vis des rythmes urbains effrénés. Par ailleurs, la « classe créative », caractéristique des grandes métropoles, pose question quant à son adaptation dans des contextes non-urbains et plus spécifiquement dans des villes moyennes comme Matera. Dans des agglomérations marquées par le manque d'infrastructures, un taux élevé de chômage et une émigration massive des jeunes diplômés, la théorie de la « classe créative » peut-elle suffire ? Qu'en est-il pour la population ne détenant ni les codes langagiers de cette pensée, ni les talents artistiques ou créatifs ? Comme l'explique Marc Levine en prenant l'exemple de Baltimore, certaines villes ont avant tout besoin de solutions pour reconstruire des écoles publiques plutôt que de favoriser la société des loisirs afin d'attirer la « classe créative »²⁰. En misant essentiellement sur une hypothétique population dite créative, ce sont les valeurs de justice sociale et spatiale qui sont susceptibles de disparaître. La traduction de ce modèle international dans le champ des politiques publiques peut dès lors renforcer les inégalités au sein des espaces urbains et avoir des conséquences néfastes en termes de gentrification mais aussi de fragmentation sociospatiale (fig. 2).

Marina Rotolo est architecte HMONP, diplômée de l'Ensa de Grenoble. Depuis 2016, elle est doctorante en Architecture au sein de l'université Paris-Est, ED « Ville, Transports et Territoires » sous la direction de Nathalie Lancret (directrice de recherche au CNRS) et d'Adèle Esposito (chargée de recherche au CNRS) dans le laboratoire de l'IPRAUS (ENSA Paris-Belleville). Elle bénéficie d'un contrat doctoral du ministère de la Culture. Sa thèse intitulée « la fabrique urbaine en contexte labellisé. Matera, de la "honte nationale" à la Capitale Européenne de la Culture », porte sur les liens entre labellisation, politiques urbaines et transformations des territoires.

²⁰ Marc Levine, *La « classe créative » et la prospérité urbaine : mythes et réalités*. Conférence présentée à Montréal, le 20 mai 2004, Villes Régions Monde, INRS-Urbanisation, Culture et Société, 2004.



Fig. 1

L'église rupestre Madonna dell'Idris dans le Sasso Caveoso, inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, 2018. Photographie de Marina Rotolo.



Fig. 2

Espace public dans le quartier de Borgo Venusio, 2017. Photographie de Marina Rotolo.